

La Guadeloupe, petite île des Caraïbes de 450 millions d'habitants est-elle prête pour faire face aux potentielles crises alimentaires? Dispose-t-elle des moyens suffisants pour nourrir sa population? Peut-elle atteindre la souveraineté alimentaire? Ou est-elle condamnée à importer plus de 80% de sa nourriture de l'étranger? Quel type d'agriculture encourage-t-elle?

Avant de répondre à toutes ces questions, il faut effectuer un point d'étape. Nous avons vu tout d'abord dans les articles précédents que le meilleur moyen d'affronter les multiples problèmes qui commencent à s'annoncer notamment sur le point de vue alimentaire, est d'avoir un modèle agricole qui favorise l'agriculture paysanne, vivrière, de proximité et le respect de la nature... Est-ce notre cas?

Et bien si on prend un point de vue d'ensemble, de nombreux éléments peuvent nous laisser très pessimistes quand à notre agriculture et sa capacité à nourrir les guadeloupéens. Le projet d'une souveraineté alimentaire semble bien loin à atteindre tant les périples sont nombreux. Dans un souci de concision, nous n'en citerons que quelques uns.

1. La domination de l'agriculture industrielle

Tout d'abord, la Guadeloupe comme bien d'autres régions et pays du monde favorise essentiellement **l'agriculture dite conventionnelle ou industrielle**. Ce type d'agriculture s'appuie sur un paradigme selon lequel l'agriculture doit être efficace, productive, rapide et s'adapter aux besoins du marché. Il faut donc être capable de produire d'importantes denrées rapidement sans forcément prendre en compte les conditions climatiques, le sol, les besoins des populations. C'est à la Terre de s'adapter à la production et à la rapidité. C'est ainsi que dans ce sillon sont apparu les semences à haut rendement, les engrais, les pesticides, les grands projets d'irrigation et maintenant les OGM.

Or, le choix de ce mode de production agricole n'est pas sans conséquences néfastes. En effet, l'agriculture conventionnelle a entraîné dans de nombreux pays où elle a été utilisée de façon intensive une pollution massive des sols et de l'eau en raison de l'usage important de pesticides, d'insecticides et d'engrais. Ce type d'agriculture se révèle ainsi particulièrement néfaste pour la santé des consommateurs qui absorbent des aliments privés de substances nutritives et gorgés de produits chimiques. En ce qui concerne la Guadeloupe, la facture d'une telle agriculture s'est avérée très lourde comme en témoigne l'exemple du chlordécone. Cet insecticide utilisé massivement dans les champs de bananeraie pour traiter le charançon a eu des effets dévastateurs sur nos terres, notre eau, l'alimentation du bétail mais aussi sur la santé du peuple guadeloupéen comme en témoigne l'augmentation des cancers.

Les effets de cette agriculture sur la biodiversité ont été aussi terribles puisque la progression des monocultures a entraîné la disparition de nombreuses espèces et nous a mis dans la voie de l'uniformité et de la standardisation. En effet, le fait de ne plus planter telle ou telle espèce peut mener à sa disparition. La pollution des sols, des eaux, la déforestation l'urbanisation contribuent aussi à cette érosion importante. Ainsi en Guadeloupe, malgré notre riche biodiversité nous avons perdu un nombre important de variétés végétales et fruitières à tel point que l'on ne trouve plus certaines espèces, sauf chez quelques irréductibles.

Enfin, ce modèle ne sert pas forcément les agriculteurs. En effet, il nécessite des investissements lourds pour l'achat de matériel, fertilisants chimiques et insecticides... Il faut souvent beaucoup déboursier afin de faire du chiffre. Ce n'est donc pas un modèle économique

viable. D'ailleurs, de nombreux agriculteurs incapables de faire face à la concurrence ont dû quitter leurs exploitations et ceux qui continuent sont fortement endettés. Dans certains pays, comme les États-Unis ou les États européens, les agriculteurs ne doivent leurs survies qu'à la présence d'aide massive de leurs gouvernements. La Guadeloupe n'échappe pas à cette tendance. Par exemple, Anne-Marina Coralie, une jeune agricultrice m'a expliqué que dans les cultures d'exportation comme la banane, la canne à sucre, les subventions peuvent former jusqu'à 70% du revenu de l'agriculteur. Ainsi, pour 5 hectares de banane, les agriculteurs recevraient près de 1500 euros par mois grâce au Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI), un programme d'aide aux agriculteurs d'Outre Mer¹. Et pourtant, malgré ces aides, de nombreux agriculteurs guadeloupéens éprouvent encore beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Cela ne rend donc pas le métier attractif pour les plus jeunes. De plus, que faire lorsque ces aides viennent à disparaître pour X ou Y raisons? Notre modèle est donc bien fragile.

2. La préférence à l'exportation

Il est encore plus lorsque l'on se rend compte que nous avons favorisé **l'agriculture d'exportation**. On a ainsi privilégié des grandes monocultures spécialisées dans une ou deux cultures afin d'avoir des rendements plus importants. Dans notre cas, presque la moitié de notre production agricole reste concentrée sur la canne à sucre et la banane toutes les deux destinées le plus souvent à l'exportation. La préférence n'est donc pas donnée à l'agriculture maraîchère et à la production vivrière. Ce sont ainsi les « cultures coloniales » qui sont encore trop privilégiées selon certains membres des Jeunes Agriculteurs. On est donc obligé de faire appel massivement à l'importation pour combler les besoins de la population.

Ce choix nous a conduit à délaisser la production d'espèces locales ce qui fait que l'on n'exploite pas à fond la richesse de notre biodiversité. En effet, lorsque l'on se promène dans les supermarchés, lieu où une bonne partie de la population guadeloupéenne achète de quoi se nourrir, et bien on constate une certaine uniformité de nos produits locaux. On a parfois l'impression que l'on ne produit que des tomates, laitues, concombres, melon, banane, ananas, canne!! C'est bien dommage car comme aime à le rappeler le docteur Henry Joseph, la Guadeloupe est l'une des zones les plus riches en biodiversité et dispose de plus de 200 espèces de fruits et légumes. « Nos 7 espèces » de fruits et légumes que l'on retrouve un peu partout font bien piètre figure pour représenter la richesse de notre diversité biologique. D'ailleurs, cette situation déplorable n'a pas manqué d'attirer l'attention de plusieurs touristes interviewés pour les soins de l'article. Beaucoup m'ont fait part de leurs grandes déceptions quand à notre offre de produits locaux. Comme certains me l'ont dit au cours des échanges, ils ne veulent pas faire 8000 km pour acheter les mêmes produits qu'ils retrouvent en Métropole et cela dans les mêmes enseignes. Un bon nombre d'entre eux étaient surpris de la quasi absence de produits du terroir, de la faible valorisation de notre production locale et de notre artisanat mais aussi du manque de connaissance d'une bonne partie de la population en ce qui concerne son environnement local (diversité des espèces locales et petits marchés). Un couple de touriste en me montrant une brochure touristique vantant la richesse de notre biodiversité, m'a même demandé « mais où peut-on trouver vos deux cents espèces de fruits et légumes? » Un autre

¹Ce programme vise à améliorer la compétitivité économique et technique des filières agricoles en tenant compte de leurs handicaps géographiques et économiques, notamment de l'éloignement, de l'insularité, de la faible superficie, du relief et du climat difficile, de la dépendance économique vis-à-vis de certains produits d'importation et de la concurrence internationale. Voir <http://www.posei-france.fr/index.php>

couple choqué m'a demandé pourquoi plus de la moitié des fruits et légumes dans les grandes surfaces venaient d'ailleurs que la Guadeloupe?

Et effectivement, lorsque je me suis rendue dans plusieurs supermarchés, j'ai constaté par moi-même que la plupart des fruits et légumes viennent de partout. Par exemple des tamarins venus de Thaïlande, des oignons d'Hollande, des citrons du Costa Rica ou de Cuba, des pamplemousses du Maroc, des oranges de la Dominique, des pommes du chili, des pommes de terre de la France, des carottes de Belgique... La liste est encore très longue!



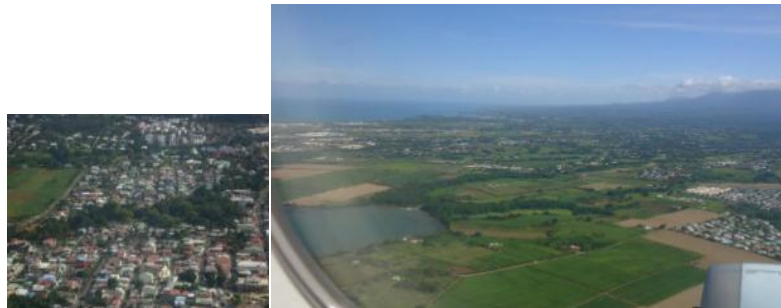
3. La forte concurrence des produits importés

Or, nous sommes tout à fait capables de produire ces espèces si nous nous donnons les moyens. Malheureusement, notre agriculture locale en plus d'accumuler certains handicaps doit faire face à **une concurrence impitoyable de produits venus de l'étranger vendus moins chers que les produits locaux**. J'ai d'ailleurs visité à Pointe Noire, le domaine de Bellevue où un salarié de ce domaine me contait un peu la réalité du terrain. On produisait sur ce magnifique domaine des tonnes de citrons-limes d'une saveur incroyable. Cependant, en raison d'une forte concurrence, la culture de cet agrume a été arrêtée. Comme me l'ont confirmé certains membres du syndicat des jeunes agriculteurs, **le principal concurrent pour les agriculteurs locaux reste les conteneurs** de Jarry qui déversent sur le marché local des tonnes de produits importés. De plus, il existe aussi une autre forme de concurrence plus pernicieuse. Celle qui consiste à afficher le label local à des produits importés qui ont juste été découpés, lavés, mis en

barquette ou mélangés en Guadeloupe. Ce qui trompe le consommateur et n'aide en rien la production locale.

Cette situation est en tout point déplorable pour la Guadeloupe une zone aussi riche en biodiversité et bénéficiant d'un climat propice à la culture. Pourtant, cette situation risque de s'accroître avec la future création d'un port en eau profonde. Ce port destiné à être un mégaport de la Caraïbe, la vitrine de l'Europe sur la Guadeloupe, est censé faire profiter aux consommateurs des produits moins chers tout en créant des emplois. Cependant, ce discours ne parle pas des effets pervers d'un tel projet sur notre production locale. En effet, il est clair que le consommateur sera content d'une baisse des denrées alimentaires et préférera les produits importés moins chers que nos produits locaux. Ce faisant, ce projet risque de déverser encore plus des produits étrangers sur nos marchés locaux. C'est le peu de notre production locale qui est susceptible d'être détruit par ce phénomène. De même, la dépendance de la Guadeloupe avec l'étranger sera encore plus forte, augmentant par la même sa vulnérabilité à toute fluctuation ou toute crise. Ce phénomène peut s'avérer très dangereux sur le long terme. Et oui voyez vous, la sécheresse qui sévit en Europe durant ces derniers mois menace l'approvisionnement en céréales de nombreux pays pauvres qui dépendent presque entièrement des marchés internationaux pour nourrir la population. La FAO redoute une nouvelle flambée des prix qui pourrait donner lieu à des émeutes de la faim. 70 États seraient affectés². Voilà donc où peut mener une trop forte dépendance envers l'étranger. La vigilance est donc de rigueur.

4. La disparition croissante de nos terres agricoles



Et nous ne sommes pas au bout de nos peines! En effet, afin de produire des denrées alimentaires, il faut des terres agricoles. Or cette question reste délicate en Guadeloupe. Je n'ai malheureusement pas eu le temps de récolter assez de données pour avoir un portrait d'ensemble.

Selon certains chiffres nous aurions 51 000 hectares de surface agricole utilisée soit 30% de notre territoire³. La Région Guadeloupe, nous explique sur son site internet que les terres

² Olivia Soares, « Risques de nouvelles émeutes de la faim en Afrique » (7 juin 2011)
<http://www.rfi.fr/afrique/20110606-risques-nouvelles-emeutes-faim-afrique>

³ <http://www.guadeloupe-informations.com/Introduction-a-l-agriculture>

arables se répartissent autour de 24 000 hectares⁴. Cependant, malgré ces chiffres importants, de nombreux agriculteurs se plaignent de la disparition des terres agricoles et ces chiffres devraient être revus à la baisse. Parmi, les causes, celle qui est le plus pointée du doigt est le déclassement des terres agricoles. Ce processus semble s'accélérer avant la mise en place d'une réforme visant à mieux encadrer les déclassements. Chose certaine, c'est que déclassement ou pas déclassement, la Guadeloupe perd ses terres agricoles. Il suffit juste de se promener un peu ou de survoler la Guadeloupe en avion pour voir des lotissements et des routes poussés comme des champignons à côté des terres agricoles. Ces dernières se trouvent de plus en plus encerclée par l'urbanisation. Vu du ciel, ce phénomène est particulièrement saisissant pour Baie Mahault, Abymes, Saint François, Petit Bourg, Gosier.



On comprend mieux pourquoi, l'intersyndicale composée des Jeunes agriculteurs, de la FDSEA, de l'Union des Producteurs de Guadeloupe et du MODEF ont lancé un appel à l'Europe, l'État et la Région en 2009. Selon ces professionnels, chaque année la Guadeloupe perdrait en moyenne 1000 hectares de surfaces agricoles par an⁵. Le Liyannaj Kont Pwofitasyon avait aussi demandé dans sa plateforme de revendication d'avoir 50 000 hectares de surface agricole incompressible sous forme de zone agricole protégée. En effet, d'après les acteurs du milieu la disparition des terres agricoles dure depuis une dizaine d'années. Si rien n'est fait pour inverser la tendance, la Guadeloupe risque dans quelques dizaines d'années de ne plus disposer de terres agricoles.

Il est bon de relever ici que notre île n'échappe pas à une dynamique mondiale qui voit la suppression grandissante des terres agricoles. Par exemple en France hexagonale savez vous que **24 m² de foncier agricole disparaissent chaque seconde**?⁶ Au niveau mondial, c'est **un hectare** de surface agricole qui se perd **chaque seconde**⁷. Selon un rapport de l'ONU, 5 à 10 millions d'hectares de terres agricoles disparaissent chaque année dans le monde du fait de **l'érosion et de l'épuisement avancés** des sols. À cela, il faut ajouter, 19,5 millions d'hectares de terres agricoles qui sont converties chaque année en terres pour **le développement industriel et immobilier**.⁸ Or, le recul des terres agricoles a des conséquences dramatiques sur la faim dans le monde et contrevient au droit à l'alimentation. En effet, comment produire pour plus

⁴ Région Guadeloupe, « La Guadeloupe en Chiffre » en ligne http://www.cr-guadeloupe.fr/archipel/?ARB_N_ID=731&ARB_N_S=734

⁵ DOMA actu, « L'agriculture en crise » (jeudi 15 janvier 2009) en ligne : <http://www.domactu.com/actualite/91142101873756/guadeloupe-l-agriculture-est-en-crise/>

⁶ Interview de Jean Micjel Schaffer, Président national des Jeunes Agriculteurs, voir <http://www.cnja.com/#/jeunes/>

⁷ Statistiques mondiales écologiques en temps réel, voir <http://www.planetoscope.com/sols/1175-Disparition-de-surfaces-agricoles-en-hectares-.html>

⁸ Olivier de Schutter, Rapport intermédiaire sur le droit à l'alimentation, Nations Unies, Assemblée Générale, (11 août 2010), A/65/281 http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20101021_access-to-land-report_fr.pdf

d'humains (nous serons dans quelques décennies 9 milliards) avec moins de terres? C'est ainsi que la diminution de nos terres agricoles constitue un frein important au développement d'une agriculture locale et vivrière. Point de souveraineté alimentaire sans terres agricoles! Si rien n'est fait pour contrer ce processus, le slogan prophétique du syndicat l'Union des producteurs Guadeloupéens (UPG) « pou jaden an nou pa pousé asi bato » risque de se réaliser en sens inverse et « jaden an nou ke pousé asi bato ». Autrement dit, notre production viendrait alors tout droit du Port autonome de Jarry. Il est donc urgent que tous les acteurs en Guadeloupe se penchent sur cette épineuse question. **Les terres agricoles doivent le rester puisque notre survie en dépend.**

5. La Faible utilisation de sa ki tan nou (semences, bétail)

Ensuite, nous devons affronter un autre obstacle pour éviter de dépendre trop de l'extérieur. C'est celui de la production et de l'utilisation de semences locales ainsi que de notre bétail. Et là encore, le bat blesse. Par exemple, **beaucoup de nos semences viennent de l'étranger. Comment arriver à une forme de souveraineté alimentaire si le matériel de base provient de l'étranger?** Que faire si « l'Étranger » refuse ou ne peut pas nous fournir des semences et du bétail? Apparemment selon certains agriculteurs, ce problème vient de la base notamment de la formation agricole. On n'apprend pas assez aux jeunes de planter les produits locaux. Ils seraient ainsi très mal formés à notre écosystème et à la diversité de nos espèces. D'ailleurs, Fabrice, un jeune agriculteur m'expliquait à quel point il trouvait que la formation au métier d'agriculteur constitue un véritable formatage qui n'enseigne pas aux jeunes guadeloupéens à être autonomes et à compter sur leur milieu. Philippe Rotin, un autre agriculteur, membre de l'UPG me disait qu'il régnait encore un tabou en agriculture « ne pas planter local ». Cela est regrettable car la Guadeloupe aurait tout à gagner à planter « sa ki tan nou ».

6. Le problème du renouvellement des générations

Un autre problème se pose aussi c'est le **renouvellement des générations en agriculture**. En effet, on ne peut pas faire d'agriculture sans les hommes et surtout sans une relève. Or, les membres du syndicat des Jeunes agriculteurs m'ont informé que **la moyenne d'âge pour ce métier est de 55 ans**. Selon eux, cela s'explique par plusieurs raisons mais la plus importante est la difficulté d'installation pour les jeunes agriculteurs. Christiane Jurion-Virolan, de l'Agence des Services et Paiement, responsable de l'installation des jeunes agriculteurs m'a confirmé l'énorme difficulté auquel elle se trouve confronté pour installer les jeunes agriculteurs. Ces derniers ont beaucoup de difficulté à accéder à la Terre et cela même au sein de leurs propres familles. La Terre selon elle n'est pas considérée comme un outil de travail mais comme un patrimoine que l'on veut partager avec les autres membres de la famille. Or, cette vision conduit beaucoup de familles à ne pas léguer toutes leurs terres agricoles à leurs enfants. C'est ainsi que Madame Jurion-Virolan m'explique à quel point elle doit parler, expliquer, convaincre pendant plusieurs heures, revenir sur l'exploitation afin d'installer les jeunes. Cette difficulté ajoutée à la dureté du métier d'agriculteur peut en décourager plus d'un.

7. Les consommateurs :

À tout cela, il faut rajouter le fait que le **consommateur guadeloupéen a été habitué pendant plusieurs années à consommer des produits importés**. Ses goûts ont évolués et il est parfois plus friand de frites, de pommes de terre que de fruit à pain ou de madère. Il est donc plus difficile pour nos agriculteurs d'écouler leurs productions si les consommateurs ne les achètent pas. Il y a donc ici tout un chantier à faire car les habitudes alimentaires peuvent prendre du temps pour changer. Toutefois, on perçoit des changements notables grâce au travail de sensibilisation qui a été mené donc l'espoir reste grand.

8. Le manque d'une politique ambitieuse et originale

Enfin, une **politique ambitieuse** dont l'objectif serait de nous mener vers la souveraineté alimentaire fait cruellement défaut. Or, comme nous avons pu le constater, tous les problèmes posés sont des sujets politiques. Il est grand temps que nos **dirigeants élaborent en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux, une politique originale pour atteindre de meilleurs résultats**. Mais là encore tout un défi se pose. Nos élus locaux sont-ils compétents pour impulser une politique agricole totalement différente de la tendance mondiale? C'est une question épineuse lorsque l'on sait que les principales décisions se prennent à Paris, et de plus en plus en Europe et maintenant à l'Organisation Mondiale du Commerce. Or si on prend l'exemple de l'OMC, la politique imposée est celle qui favorise les agricultures d'exportation. Cette organisation nous place dans les mêmes vieux schémas qui encouragent les monocultures, la prépondérance du marché, la libre concurrence. Bref, des paramètres qui créent la dépendance à l'étranger. La politique adoptée devra être donc **Glocale**. Cela signifie qu'il est nécessaire de travailler sur les deux paliers au niveau mondial et au niveau local. Il faudra tenir compte des paramètres internationaux, et travailler avec d'autres pays pour atteindre une souveraineté alimentaire.

Ce genre de politique sera d'autant plus efficace que les défis posés en Guadeloupe sont les mêmes dans de nombreuses régions du monde. Notre cas n'est donc pas isolé! Il est donc nécessaire de s'allier avec d'autres pays comme nos voisins de la Caraïbe pour inverser dans notre région une tendance mondiale. La partie est donc loin d'être gagnée mais elle n'en est pas perdue pour autant! La suite dans notre prochain article.